

Fagen, Richard R. et Pellicker, Olga (Ed.) *The Future of Central America : Policy choices for the US and Mexico*. Stanford (CA), Stanford University Press, 1983, 228 p.

Claude Morin

Volume 16, Number 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701862ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701862ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Morin, C. (1985). Review of [Fagen, Richard R. et Pellicker, Olga (Ed.) *The Future of Central America : Policy choices for the US and Mexico*. Stanford (CA), Stanford University Press, 1983, 228 p.] *Études internationales*, 16(2), 443–445.  
<https://doi.org/10.7202/701862ar>

chute d'Allende servit de catalyseur à un processus engagé depuis un moment déjà.

Bien qu'Allende n'ait évidemment pas été le seul artisan de son destin, il doit porter la responsabilité d'un grand nombre des problèmes qui se posèrent à lui et qui contribuèrent à sa défaite.

André KUCZEWSKI

*Administration and Policy Studies*  
McGill University, Montréal

FAGEN, Richard R. et PELLICER, Olga (Ed.) *The Future of Central America: Policy choices for the US and Mexico*. Stanford (CA), Stanford University Press, 1983. 228 p.

À la disette succède l'abondance. Pratiquement pas un mois ne s'écoule désormais sans que l'on ne publie en anglais au moins un ouvrage sur l'Amérique centrale. La crise a révélé un filon inexploité. Nombreux sont les auteurs qui se recyclent. D'autres connaissent enfin l'audience qui leur avait été refusée à l'époque où rien d'important ne semblait se passer dans ces « républiques de bananes ». Beaucoup de ces ouvrages cependant risquent de mal supporter l'épreuve du temps du fait que les situations qu'ils décrivent évoluent rapidement. Leur utilité se révèle tout à fait ponctuelle.

Ce livre n'aurait pas mérité un autre sort s'il s'était limité au versant analytique. Mais l'objet est distinct : l'analyse est mise au service de la formulation d'une politique de rechange pour les États-Unis. L'exercice n'est pas isolé : presque tous les livres publiés sur l'Amérique centrale depuis 1979 comportent des propositions politiques. Celui-ci offre toutefois cette particularité d'opposer deux visions de la crise centre-américaine – celle de la puissance hégémonique, empêtrée et anachronique, et celle du voisin immédiat, nettement plus éclairée – et d'observer l'impact de leurs politiques contrastées sur leurs relations mutuelles. L'Amérique centrale s'est ainsi convertie en brandon de discorde pour ces deux acteurs en dépit d'un intérêt commun dans la stabilité de la région.

Plusieurs constantes apparaissent au fil des neuf contributions qui composent l'ouvrage. Les unes ont trait aux composantes internes, la plupart renvoient au contexte externe. Les auteurs s'accordent à dénoncer la rigidité des structures politiques. La croissance économique d'après-guerre ne s'est accompagnée d'aucune démocratisation. L'oligarchie a absorbé de nouveaux éléments, en fonction des nouvelles activités coextensives d'un développement de type additif, mais elle n'a pas relâché son emprise sur le pouvoir. L'Amérique centrale a donc connu une modernisation conservatrice. Les masses n'étaient intégrées qu'à titre de producteurs (de plus en plus menacés de chômage) et de contribuables (malgré la pauvreté de leurs ressources). Certes de nouveaux groupes apparurent porteurs de revendications démocratiques. L'histoire des vingt dernières années aura été celle du verrouillage des solutions modérées. Ceux qui manoeuvrent aujourd'hui en faveur de la constitution d'un « centre » oublient que cette « troisième force » a un passé d'échecs, victime qu'elle fut de l'intransigeance meurtrière d'une oligarchie myope, laquelle a démantelé, au moyen de la fraude et de la violence, le plus souvent avec la connivence des États-Unis, tous les projets réformistes. Ce sont les ripostes de la droite qui ont polarisé les conflits. Faute d'espace politique les survivants du « réformisme raisonnable » ont rallié l'option révolutionnaire qui s'est mise en place dans les années 70. Les auteurs s'entendent également à souligner le caractère pluraliste de l'opposition. Les Indiens au Guatemala, les chrétiens partout participent en tant que tels au processus en grande partie souterrain de construction d'une autre société. La lutte armée doit son succès à l'inanité de la voie légale et a de très larges bases sociales.

Pour les défenseurs de l'ordre oligarchique assiégé, les États-Unis représentent la seule bouée de sauvetage. Leur longévité a dépendu de leur habilité à lier la défense de leur domination sans partage à la préservation des intérêts globaux de la superpuissance, à se présenter comme un rouage essentiel de la domination impériale. À cette fin ils ont éliminé toute force susceptible de constituer un allié de remplacement. Washington paie au-

jour d'hui le prix de ses alliances coupables. Pour ne pas avoir appuyé hier le changement par anticipation, il se heurte maintenant aux coûts du changement en catastrophe. Sa compréhension de la crise semble être proportionnellement inverse à l'étendue de sa domination, sans doute parce que les États-Unis refusent de reconnaître leur responsabilité dans le gâchis actuel, préférant accuser la subversion. L'administration Carter avait reconnu le danger de lier les intérêts US à la défense de régimes sans avenir. Elle n'avait pourtant accouché d'aucune stratégie miracle, prisonnière qu'elle était d'anachronismes et de solutions en porte-à-faux avec la réalité locale. L'administration Reagan n'a pas pour sa part les moyens de ses ambitions musclées. Elle incarne bien en revanche ce divorce entre une idéologie impérialiste vigoureuse et la capacité désormais amoindrie des États-Unis de contrôler les événements dans cette même région où ils ont exercé longtemps une suprématie incontestée. L'Amérique centrale devait être le tremplin d'un redéploiement global des États-Unis; elle tend à devenir la vitrine de leur impuissance confirmant du coup l'importance exclusivement *symbolique* de la région. C'est l'intervention des États-Unis – plusieurs auteurs le signalent – qui introduit une dimension globale à des affrontements qui autrement auraient conservé leur nature locale.

Trois contributions traitent des positions mexicaines. À l'évidence les États-Unis et le Mexique recherchent la stabilisation par des voies opposées. Alors que les premiers éludent la question du pouvoir, la réduisant à l'exercice électoral, le second fait du changement politique une condition de la stabilité. Compte tenu de son passé révolutionnaire et de ses principes en politique étrangère (auto-détermination et non-intervention), le Mexique représente un contrepoids à l'influence des États-Unis, cherchant à neutraliser les tendances interventionnistes de son voisin et faisant de la diplomatie le levier décisif dans la résolution des conflits. Les dirigeants mexicains comprennent qu'il y va de l'équilibre des forces internes (donc de la stabilité du pays) d'empêcher une guerre régionale en Amérique centrale et une intervention militaire directe des États-Unis. Ojeda mentionne

l'atout du Mexique: être le seul pays d'Amérique latine qui dispose de la confiance des forces révolutionnaires en Amérique centrale sans être un ennemi des États-Unis. Comment expliquer en revanche le silence ambigu du gouvernement mexicain à propos de la situation guatémaltèque? Aguilar Zinser retrace ces louvoiements et tente de les interpréter en fonction des tensions avec l'élite guatémaltèque et des craintes d'une contagion: après tout, le sud du Mexique abrite des Indiens de la même famille que ceux qui luttent au Guatémala ou qui se réfugient au Chiapas.

Les crises, si elles déclenchent des remises en question, se prêtent mal à des virages même lorsque les politiques affichent leur inefficacité criante. Les auteurs admettent qu'il n'y a plus de solutions « faciles et bon marché ». Le recours à la force a fait son temps. Parmi les principes qui devraient guider toute politique réaliste (résumés en pp. 11-12) figurent la reconnaissance de la négociation comme moyen privilégié de résoudre les différends et la nécessité d'une redéfinition non idéologique de la sécurité nationale dans ses rapports avec cette région.

Ce livre marque de bons points. Il révèle le jeu de facteurs exclus des schémas explicatifs de la crise en vogue chez les formulateurs des politiques actuelles de la Maison-Blanche. Les spécialistes pourront faire la fine bouche, trouver l'analyse peu originale, souvent courte. L'ouvrage ne leur est pas destiné. Saluons plutôt sa capacité à exposer avec clarté les ressorts de la crise. On aimerait qu'il puisse influencer les débats chez les politiciens. Ce serait déjà une belle mission. Il faudra néanmoins attaquer la question de fond: l'incapacité des États-Unis à composer avec le changement révolutionnaire dans le Bassin des Caraïbes. Tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle les États-Unis ont invoqué la sécurité (hémisphérique ou nationale) pour s'opposer à des expériences nationalistes, réformistes ou révolutionnaires, obligeant les secteurs progressistes à rechercher des appuis extérieurs, dans un effort pour neutraliser l'opposition intérieure soutenue, sinon manipulée, par Washington. La contribution de Gorostiaga sur les dilemmes de la révolution sandiniste

constitue le meilleur plaidoyer en faveur d'un processus original que l'administration Reagan s'efforce de faire dérailler. L'histoire risque de se répéter... à moins que la politique étrangère des États-Unis n'opère le virage auquel l'invite ce livre.

Claude MORIN

*Département d'histoire  
Université de Montréal*

FAURIOL, Georges A. *Foreign Policy Behavior of Caribbean States: Guyana, Haïti, and Jamaïca*. Washington (D.C.), University Press of America, 1984, 350 p.

Les travaux en politique étrangère tendent à refléter, sinon à amplifier, la hiérarchie des rapports de puissance. Ils ont longtemps négligé d'étudier le comportement des petites nations autrement que sous l'angle de cibles des actions des grandes puissances. L'émergence des petites nations à titre d'acteurs internationaux oblige à prendre en compte les sources et la portée de leur politique étrangère. N'auraient-elles pas un comportement qui leur serait propre, dérivé justement de leur taille, laquelle renvoie à une perception de leur poids, et surtout des maigres ressources dont elles disposent pour faire sentir leur influence ?

Le livre de Fauriol participe à l'effort en cours pour combler cette lacune assez bien décrite d'ailleurs dans la section consacrée à l'état de la question. Il combine deux démarches, l'une plutôt traditionnelle qui part des caractères nationaux et qui a fait la fortune de J. Rosenau, l'autre agressivement quantitative, obsédée par la mesure. L'auteur ne cache pas les limites opérationnelles de la théorie des « caractères nationaux ». Tous les indicateurs s'accordent à classer ces trois nations – Guyana, Haïti et Jamaïque – parmi les « petits États ». Certaines contraintes en découlent : la politique étrangère émane d'une élite très restreinte – ce qui favorise une diplomatie personnalisée, capricieuse (par exemple la reconnaissance du Biafra par le gouvernement Duvalier) – et dépend pour son information et son exécu-

tion d'un appareil diplomatique très limité, avec un personnel de 150 à 400 membres, alors que le State Department à Washington aligne plus de 25.000 employés.

À ces caractères généraux Fauriol en ajoutent d'autres de nature régionale liés à l'espace et à l'histoire caraïbes. L'insularité par exemple alimente un sentiment d'étouffement ; la fragmentation à l'échelle régionale se prolonge à l'intérieur de ces micro-nations dans des sociétés pluriethniques sensibles aux manipulations racistes des relations diplomatiques ; le colonialisme a constitué jusqu'à tout récemment toute l'histoire de ces îles sans que leur indépendance, le plus souvent concédée, n'ait été cette rupture libératrice.

L'un des sept caractères que l'auteur mentionne, sans lui concéder l'importance centrale qui lui revient, tient à la position géopolitique qu'occupe la Caraïbe. Celle-ci forme une marqueterie d'ex-colonies de sept métropoles rivales. Son histoire est celle des rivalités internationales. Lien intercontinental, route d'invasion, zone de guerre marchande, la Caraïbe a participé à presque tous les conflits et ambitions nés de part et d'autre de l'Atlantique. Pas étonnant que ses dirigeants actuels la perçoivent comme « une arène de concurrence agressive » et place en permanence leur politique sous cet éclairage, conscients qu'ils sont de leur vulnérabilité. Or, dans ce contexte de tensions, les États-Unis constituent le protagoniste le plus dangereux parce qu'il ne souffre au XX<sup>ème</sup> siècle aucune politique qui se fasse contre ses intérêts tels qu'il les définit, Cuba étant devenu l'exception qu'il faut isoler. N'en déplaise à Fauriol, les États-Unis ne sont pas un voisin ordinaire pas plus qu'une puissance parmi d'autres. F. Duvalier pourra braver Washington parce qu'il sait que son élimination créerait un vide que redoute la Maison-Blanche depuis la transition « ratée » à Cuba ou le dérapage momentané en République Dominicaine. Pour avoir voulu naviguer à contre-courant et s'être rapproché de Cuba, son voisin M. Manley succombera à la campagne de déstabilisation au profit d'un Seaga qui joue à fond la carte US. Il n'y a pas de politique étrangère qui puisse escamoter ou contourner ce défi obsidional que représente la gestion des relations avec les États-Unis.